



66^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 118 de l'ordre du jour

La stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

The United Nations Global Counter-Terrorism Strategy

New York, le 28 juin 2012

Déclaration prononcée par S.E. M. Jürg Lindenmann, Ambassadeur
Coordination lutte contre le terrorisme,
Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

Monsieur le Président,

Nous tenons tout d'abord à remercier l'Équipe spéciale du Secrétaire général du rapport de cette année sur la mise en œuvre de la stratégie antiterroriste des Nations Unies.

Les défis sont multiples. Les terroristes continuent de menacer nos sociétés et nos valeurs. Ils recourent à des technologies modernes, et se lancent dans des campagnes d'agression.

Nous devons donc faire preuve de vigilance et de détermination. Mais surtout, nous devons nous rendre compte que les mesures de sécurité ne suffiront pas à elles seules à faire échec au terrorisme. La stratégie des Nations Unies indique clairement qu'il est tout aussi important d'éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme, d'étoffer les moyens dont disposent les États, et de garantir le respect des droits de l'homme et la primauté du droit. Il faudrait aussi se concentrer davantage sur les victimes, leurs griefs et leurs besoins. Nous remercions le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste pour son rapport fort utile à cet égard.

La stratégie définit une approche équilibrée, intégrée et globale que doit refléter le dispositif institutionnel. Au niveau national, la coordination interinstitutions est en place dans une large mesure. En Suisse, par exemple, une trentaine d'organismes se rencontrent régulièrement pour aborder des questions touchant à la lutte contre le terrorisme. On distingue une évolution similaire au sein des Nations Unies : un nombre croissant d'entités rejoignent l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme. Nous nous félicitons de ce tour que prennent les choses, tout à fait dans la ligne de l'initiative « Unis dans l'action ».

Monsieur le Président,

La nouvelle résolution que nous allons adopter sur la stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU reflète l'atmosphère constructive des négociations. Nous rendons hommage dans ce contexte au savoir-faire des facilitateurs canadiens.

La résolution reconnaît que la responsabilité principale de la mise en œuvre de la stratégie incombe aux États. La Suisse est très soucieuse de s'acquitter de cette tâche – chez elle, mais aussi en soutenant un certain nombre de projets à l'extérieur. Dans le cadre de son appui aux pays du « printemps arabe », elle a affecté des crédits à la mise en place de structures garantissant la primauté du droit, à la réforme et au renforcement des capacités du secteur militaire et de la sécurité, à la protection des droits de l'homme et à la consolidation de sociétés pluralistes. Elle coparraine aussi trois initiatives du Conseil de sécurité dans le domaine du financement du terrorisme.

De plus, la Suisse coparraine une initiative de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme sur la mise en œuvre régionale de la stratégie des Nations Unies en Asie du Sud-Est, en Afrique de l'Est, en Afrique australe, en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Asie du Sud. Quatre rencontres ont déjà eu lieu en Indonésie, en Éthiopie, en Namibie et au Bangladesh ; une autre est prévue prochainement en Afrique de l'Ouest.

En préalable aux initiatives régionales que je viens de mentionner, la Suisse et un groupe d'autres pays avaient organisé en 2009 à Vienne le premier atelier international des coordinateurs nationaux de la lutte antiterroriste, en étroite liaison avec diverses entités de l'ONU (CTITF, CTED, ONUDC). Nous étudions actuellement la possibilité d'organiser une rencontre de suivi l'année prochaine.

Monsieur le Président,

Nous attendons avec impatience le débat sur la création à l'ONU d'une fonction de coordinateur de la lutte antiterroriste. Les Nations Unies ont beaucoup à y gagner. Le récent rapport du Centre sur la coopération mondiale contre le terrorisme consacré à la refonte des efforts de lutte antiterroriste des Nations Unies recommandait vivement aussi la création de cette fonction. Une meilleure coordination à l'intérieur de l'organisation accroîtrait l'efficacité et la cohérence de la lutte antiterroriste. Et à l'extérieur, le coordinateur prêterait son visage et sa voix à l'ONU, dont il rehausserait la visibilité en montrant qu'elle oppose aux terroristes un front uni et fort.

La Suisse est sensible au fait que la résolution invite de nouveau la société civile à participer à la mise en œuvre de la stratégie. Nous pensons d'ailleurs que ce doit être un rapport à double sens : il convient d'inviter la société civile à participer aux efforts de l'ONU ; mais aussi d'inciter l'ONU à se rapprocher de la société civile. Les États ne parviendront pas à vaincre le terrorisme par eux-mêmes, ils ont besoin de l'appui de leurs sociétés. La société civile peut jouer à ce niveau un rôle de démultiplication.

La Suisse rend hommage au Royaume d'Arabie Saoudite, qui vient de verser une généreuse contribution au nouveau Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. La Suisse, qui siège au conseil consultatif du Centre, s'efforcera d'obtenir la mise en œuvre équilibrée des quatre volets de la stratégie. Nous pensons qu'il conviendrait aussi d'y créer un comité consultatif sur la société civile, qui servirait de source de compétences et de caisse de résonance sur la conception des politiques et des programmes.

Monsieur le Président,

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Les Nations Unies doivent nouer des partenariats avec toutes les parties prenantes. À cet égard, un nouvel acteur est entré en scène avec le Forum mondial antiterroriste. La Suisse est membre de l'ONU comme du Forum ; elle a donc tout intérêt à ce que les deux organisations travaillent main dans la main, en complémentarité, en se soutenant l'une l'autre. C'est pourquoi elle a organisé au mois de février dernier une conférence qui a rassemblé à Interlaken les membres du Forum ainsi que huit organismes de l'ONU et huit organisations régionales, pour consolider les relations entre ces acteurs.

La Suisse est convaincue que la coopération est plus que jamais nécessaire dans la lutte contre le terrorisme.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President

At the outset, we thank the Secretary-General's Task Force for this year's report on the implementation of the Strategy.

The challenges are manifold. Terrorists continue to attack our societies and our values. They use modern technology and wage aggressive campaigns.

In response, we need to be vigilant and determined. But we must also understand that terrorism cannot be defeated by security measures alone. The UN Strategy clearly states that addressing the conditions conducive to terrorism, building State capacities and respecting human rights and rule of law are equally important. There should also be an increasing focus on the victims, their grievances and needs. We would like to thank the Special Rapporteur for counter-terrorism and human rights for his useful report in this regard.

The Strategy provides for a balanced, integrated and holistic approach. This should be reflected in the institutional set-up. At the national level, inter-agency coordination has largely become a reality. In Switzerland for example, some 30 agencies meet regularly to discuss issues relevant for countering terrorism. Within the UN, a similar trend is discernable: a growing number of entities join the Counter-Terrorism Implementation Task Force. We welcome this cooperative approach, reflective of the "One UN"-principle.

Mr. President,

The language of the new resolution on the UN Global Counterterrorism Strategy, which we are about to adopt, reflects the constructive atmosphere during the negotiations, and we would like to commend the Canadian facilitators for their skill.

The resolution recognizes that the principal responsibility for the implementation of the Strategy lies with the States. Switzerland tries to live up to this task, at home, but also by supporting a number of projects abroad. In the framework of its support for so-called "Arab spring countries", Switzerland earmarked funds for building rule-of-law structures, for reforming and building the capacity of the

security and military sectors, for the protection of human rights and for strengthening pluralistic societies. Switzerland also sponsors three Security Council initiatives to in the area of terrorist financing.

In addition, Switzerland is co-sponsoring a CTITF initiative on the implementation of the UN Strategy at the regional level in South-East Asia, Eastern Africa, Southern Africa, the West/North Africa, and South Asia. Four meetings have so far been held in Indonesia, Ethiopia, Namibia and Bangladesh, with another one to take place soon in West Africa.

In 2009, as a forerunner to the just mentioned regional initiatives, Switzerland together with a group of other States and in close cooperation with various UN-entities (CTITF Office, CTED, UNODC), organized in Vienna the first International Workshop for National Counter-Terrorism Focal Points. We are currently looking into the feasibility of organizing a follow-up conference next year.

Mr. President,

We look forward to discussing the establishment of a UN-Counter-Terrorism Coordinator in the near future. Such a coordinator would be beneficial for the UN. The recent report by the Center on Global Counterterrorism Cooperation entitled "Reshaping United Nations Counterterrorism Efforts", also strongly recommended the creation of such a post. Internally, improved coordination would enhance the effectiveness and coherence of the UN's CT work. Externally, a CT Coordinator would give the UN a face and a voice, increase visibility and underpin the perception of the UN as a unified and strong CT actor.

Switzerland appreciates the fact that civil society has again been encouraged to participate in the implementation of the UN CT Strategy in the resolution. We believe, though, that this is a two way street: Not only should civil society be encouraged to engage in UN efforts, but the UN should also be encouraged to engage with civil society. States will not be able to counter terrorism effectively by themselves, until and unless societies do. Civil society can act as a multiplier here.

Switzerland would like to express its appreciation to the Kingdom of Saudi Arabia for its generous contribution to the newly established UN Counterterrorism Centre (UNCCT). As a member of its Advisory Board, Switzerland will work towards a balanced implementation of the four pillars of the Strategy. We also suggest that the Centre examine the creation of a Civil Society Advisory Committee. Such a committee could serve as a sounding board on policy and programming issues and act as a source of expertise.

Mr. President,

The UN should work together with all stakeholders in partnership. In this regard, the Global Counterterrorism Forum has appeared as a new actor on the scene. As a member of both the UN and the GCTF, Switzerland has a strong interest that both organizations work together in a complementary and mutually beneficial manner. This February, Switzerland organised a conference in Interlaken, attended by the Members of the Forum, on the one hand, as well as eight UN entities and eight regional organizations, on the other hand, with a view to strengthening the relationship between the different actors.

Switzerland is convinced that cooperation is more than ever needed in the fight against terrorism.

Thank you.